

# Chapitre 1

## Présentation du droit du travail

### QCM

Parmi les propositions ci-dessus choisir la réponse qui convient.

**1. De quand date le code du travail ?**

d. 1910

**2. L'article L. 6221-1 du code du travail se trouve :**

b. dans la sixième partie, Livre II, Titre II, Chapitre premier

**3. Le droit du travail concerne :**

c. les agents EDF

**4. Le droit du travail a :**

a. des sources imposées aux partenaires sociaux

b. des sources négociées par les partenaires sociaux

**5. Les accords de Matignon ont fixé la durée du travail à :**

a. 40 h

### VRAI/FAUX

**Les affirmations proposées sont-elles vraies ou fausses ?**

**1. L'OIT institution spécialisée de l'ONU élabore des conventions qui s'appliquent aux États membres.**

**VRAI**

2. Les règlements communautaires ne s'appliquent pas directement aux entreprises françaises car ils n'ont pas la primauté sur les lois internes.

**FAUX**

3. Un usage peut être dénoncé par l'employeur à condition d'en informer l'inspecteur du travail.

**FAUX**

4. Un accord d'entreprise peut contenir des dispositions plus favorables que celles des lois en vigueur. Il peut aussi déroger à certaines dispositions d'ordre public.

**FAUX**

5. Le règlement intérieur est établi en commun par l'employeur et le comité d'entreprise.

**FAUX**

## **EXERCICE 01.01**

### **1. Résumez les faits et la procédure**

#### **Les faits**

Mmes X., Y..., Z..., salariées de la société Hewlett Packard ont reçu pendant plusieurs années une prime annuelle représentant jusqu'à l'année 2000 l'équivalent de un mois de salaire, prime constituée d'un bonus égal à un demi-mois de salaire et d'un % du bénéfice.

En septembre 2000 l'employeur modifie le calcul de la prime : les salariés en 2001 ne perçoivent pas le montant de la prime et en 2003 ils ne la perçoivent que partiellement.

#### **La procédure**

Les salariées, Mmes X, Y, Z saisissent le conseil des prud'hommes de Grenoble pour obtenir paiement de la prime pour l'année 2001 et d'un complément de prime pour l'année 2003. Le conseil des prud'hommes rejette leur demande.

Les salariées se pourvoient en cassation.

## **2. Rappelez les caractéristiques d'un usage et les règles en matière de dénonciation d'un usage.**

Un usage est une pratique suivie habituellement dans une entreprise, sous la forme d'avantages reconnus aux salariés ou à une catégorie d'entre eux .

Pour acquérir la qualité d'usage, cette pratique doit présenter les caractères de généralité (l'avantage est attribué à l'ensemble des salariés ou à une catégorie d'entre eux), fixité (son montant est déterminé selon des règles constantes et objectives), constance (l'avantage a été attribué plusieurs fois).

L'employeur peut renoncer à un usage en le dénonçant. Pour cela l'employeur doit :

- 1 - informer individuellement chaque salarié concerné
- 2 - informer les représentants du personnel
- 3 - respecter un délai de prévenance suffisant.

## **3. Pourquoi le conseil des prud'hommes de Grenoble rejette-t-il la demande des salariées ?**

Pour le conseil des prud'hommes, la prime est aléatoire dans son existence et dans son montant. Elle ne présente pas les caractéristiques de l'usage. Il s'agit d'un simple engagement unilatéral soumis à conditions d'application.

## **4. Quelle est la position de la Cour de cassation ?**

La Cour de cassation casse et annule le jugement rendu par le conseil de prud'hommes de Grenoble et renvoie l'affaire devant le conseil de prud'hommes de Voiron.

Pour les juges de la Cour de cassation, la prime versée par l'entreprise Hewlett Packard présente les caractères de l'usage. Elle répond aux exigences de constance, de généralité et de fixité la prime ayant toujours été supérieure à 4% du salaire annuel soit un demi-salaire mensuel.

Son paiement est obligatoire.